

M. HENDERSON: Il faut d'abord s'entendre sur une définition afin de ne pas être injuste. Examinons les principaux articles énumérés à la page 85; il y a des articles à l'égard des contributions, locations, subventions, etc. non comprises ailleurs, qui s'élèvent à \$479,000,000. Il s'agit des articles courants de dépenses figurant dans les *Comptes publics*, et nous avons pensé que nous ne pouvions pas aller plus loin à ce stade. Il y a ensuite les pensions, retraites et autres prestations s'élevant à \$109,000,000, les subventions et versements spéciaux aux provinces, s'élevant à \$158,000,000, contre \$467,000,000 l'an dernier. On énumère ensuite les allocations familiales, que bien des gens désignent sous le nom de subventions.

M. WINCH: Faites-vous la vérification de tous ces paiements?

M. HENDERSON: Pas de tous les paiements, mais nous faisons des vérifications fragmentaires à l'égard des ministères qui les administrent.

M. WINCH: Il est maintenant 6 heures moins huit, mais je pense que le Comité devrait consacrer une heure ou deux à l'étude de cette question.

M. DRYSDALE: Des subventions?

Le PRÉSIDENT: Il y a quelque temps j'ai demandé à l'auditeur général s'il pouvait me préparer quelques renseignements à ce sujet et j'ai maintenant sur mon bureau plusieurs pages de détails sur des montants très considérables.

M. WINCH: Les grands esprits se rencontrent.

M. DRYSDALE: C'est une façon d'envisager les choses, Harold.

Le PRÉSIDENT: Vous seriez le bienvenue au sein de notre parti.

M. HENDERSON: Les comparaisons peuvent être désobligeantes à moins qu'elles soient établies en termes précis.

M. WINCH: J'aimerais que vous réfléchissiez sur ce point et que vous décidiez si nous pouvons étudier cette question, car à mon sens elle est très intéressante et il serait peut-être opportun que nous fassions une recommandation à un moment donné, pourvu que nous nous réunissions de nouveau pour étudier une question dont le rapport de l'auditeur général devrait faire mention, étant donné qu'elle vise des centaines de millions de dollars.

Le PRÉSIDENT: Je serais heureux de vous faire part des renseignements que j'ai actuellement en ma possession.

M. HENDERSON: Le président m'a demandé d'établir une liste, et j'ai essayé avec l'aide de mes fonctionnaires de le faire en parcourant les *Comptes publics*, mais il devient évident, au fur et à mesure de notre travail, qu'il ne serait pas équitable de présenter ainsi ces renseignements étant donné qu'il n'existe aucune définition de ce que nous appelons une subvention. Voilà pourquoi il me semble qu'il ne serait pas convenable d'en faire état à moins que ce soit dans le cadre d'un mandat bien défini que le Comité approuverait.

M. WINCH: Mais vous êtes auditeur général.

M. HENDERSON: Oui, mais je ne voudrais pas devoir déposer une série de données dont on pourrait tirer des conclusions erronées ou plutôt injustes. Dites-moi exactement ce que vous voudriez que je fasse.

M. DRYSDALE: En fait, cela ne revient-il pas à adopter un système de comptabilité presque uniforme? En d'autres termes, à titre d'auditeur général, vous établissez un système du prix de revient ou une définition de subvention, de sorte que vous êtes certain que tous ces départements seraient compris dans l'article «subventions».

M. HENDERSON: Permettez-moi de dire que la méthode visant la tenue des livres du pays relève non de l'auditeur général mais du ministre des Finances.